



## COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT UE-PNUD

### L'UNION EUROPÉENNE ET LE PNUD RENFORCENT LEUR ENGAGEMENT DANS LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ EN APPUYANT LA CPS

**Bangui le 20 février 2020.** L'Union européenne et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), après la réussite de la tournée théâtrale organisée en 2018/2019, lancent une tournée de présentation d'un film documentaire sur la Cour Pénale Spéciale (CPS) à travers le pays dans le but de sensibiliser les communautés, d'une manière simple et claire sur le rôle de la CPS dans la justice transitionnelle et la lutte contre l'impunité.

En effet, la création de la CPS en 2015 répond à l'aspiration de la population centrafricaine d'en finir avec le cycle de l'impunité dans le pays. Cette volonté a été réaffirmée par toutes les parties dans l'accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR). Pour opérationnaliser ce principe, le gouvernement a sollicité l'appui de ses partenaires. C'est dans ce sens qu'un projet-conjoint d'appui à la CPS a été concrétisé entre le Gouvernement et les Nations Unies (PNUD, MINUSCA, ONU Femmes et Programmes des Volontaires des Nations Unies).

L'Union européenne (UE) s'est associée à cette mobilisation en convenant avec le PNUD d'un accord spécifique d'appui à la CPS d'un montant de 2M EUR, entré en vigueur le 20 décembre 2018. L'appui de l'UE a permis notamment de réaliser la tournée d'information et de sensibilisation sur la Cour grâce à la pièce théâtrale dénommée KOTA DA TI NGBANGA, dont la réussite témoigne de l'attente des populations pour une justice équitable et a inspiré la réalisation du film documentaire avec le même titre. Ce film sera diffusé dans tout le pays.

Convaincue du succès de ce projet et dans le souci de renforcer la connaissance et l'acceptation de la CPS, l'Union européenne appuiera la Cour pénale spéciale avec un financement additionnel d'un montant de 2.5M EUR pour une période de 18 mois de mise en œuvre. La nouvelle contribution se concentrera sur l'appui aux enquêtes et poursuites judiciaires. Ce nouvel appui de l'Union européenne contribuera à rencontrer les attentes des centrafricaines et des centrafricains dont la demande de justice exige des réponses concrètes dans les plus brefs délais.